



Communiqué de presse

La CGT dénonce des propos irresponsables de la Ministre du Développement durable à l'égard des salarié-e-s du déchet

Alors que les salarié-e-s du secteur du déchet sont de ceux qui contribuent quotidiennement à maintenir les conditions d'hygiène pour les citoyens, dans cette période de crise sanitaire ils et elles sont en première ligne.

Alors que partout à travers la France des expressions de soutien et de remerciement de la population s'expriment à leur endroit, la ministre de tutelle, Mme Borne, tient des propos irresponsables voire coupables en terme de prise de risque pour ces salarié.e.s

Si la France manque de matériel de protection, il faut le dire clairement et ne pas faire croire que le port de masque serait facultatif ! Si les politiques menées ces dernières années ont toutes été dictées par la recherche de rentabilité au détriment de la santé, il faut l'assumer et arrêter de déplorer le manque de moyens de protection pour les salarié-e-s qui, aujourd'hui, sont en première ligne de cette guerre sanitaire !

Comment la Ministre peut-elle décevantement affirmer que les salarié-e-s des activités du déchet (du privé et du public) n'aient pas besoin d'équipement de protection individuel... et plus particulièrement encore pendant cette période de crise sanitaire ?

De tels propos sont irresponsables et constituent un sauf-conduit pour le patronat qui, aujourd'hui comme hier, ne se donne pas véritablement les moyens d'équiper les salarié-e-s pour les protéger efficacement. Tout comme il refuse la prise en compte des pénibilités de ces métiers via la diminution du temps de travail et des départs anticipés en retraite.

La FNST-CGT et la FDSP CGT exigent du gouvernement et du patronat la mise à disposition des équipements nécessaires et la prise en compte des pénibilités de ces métiers au quotidien et encore plus particulièrement, dans cette période de crise sanitaire.

Sans le travail de ces salarié-e-s, notre pays serait dans une crise sanitaire encore plus dramatique avec des rues remplies de poubelles, des centres de traitement des déchets à l'arrêt, etc... c'est une question de santé publique, ils et elles méritent plus de considération que ces propos de la ministre !

Montreuil, le 3 avril 2020